

CIBLE

Dettes

Chaque crise entre la France et les États-Unis provoque chez certains Américains le sempiternel reproche d'ingratitude à l'égard de nos libérateurs de 1944.

Sans oublier une seconde la part courageusement prise par les soldats américains dans la guerre en Europe, qu'il nous soit permis de rappeler quelques autres vérités historiques :

Le rôle des unités britanniques et canadiennes, notamment en Normandie ;

La participation des forces françaises à tous les combats pour la libération du territoire national – que Roosevelt voulait traiter en territoire occupé, soumis à administration militaire ;

Les immenses sacrifices consentis par nos alliés russes. Nous célébrons cette année le soixantième anniversaire de la bataille de Stalingrad, tournant de la guerre en Europe. A l'égard des soldats de l'Armée soviétique qui combattirent dans cet enfer avant de marcher jusqu'à Berlin, notre dette est ineffaçable. Mais les Russes préfèrent évoquer une fraternité d'armes (Normandie-Niemen !) sans en tirer argument politique.

Reconnaissons toutes nos dettes, mais souvenons-nous que nous avons plusieurs alliés possibles.

GLOBALISATION

Un projet alternatif

Social

**Les chantiers
de Raffarin**

p. 4

Irak

**Les nouveaux
arabistes**

p. 5

Alors là, bravo môssieu Sarkozy !

Notre ministre de l'Intérieur est en train de réussir une formidable révolution conceptuelle, appelée à bouleverser notre représentation du monde : il s'agit rien moins que restaurer, après les grandes dérives démagogiques, la catégorie du fait divers.

Autrefois, il y a très longtemps, lorsque la gauche était au pouvoir, il n'y avait pas de faits divers : les attentats, viols, déprédations, vols, évasions, émeutes, bagarres et autres méfaits dont la société est accablée se trouvaient placés dans la catégorie des tragédies, drames et scandales politiques. Toute violence démontrait l'incapacité, le laxisme, l'irrésolution, la complaisance inavouable des socialistes envers la voyoucratie qui terrorisait les zones de non-droits et autres infra-mondes livrés à la barbarie.

Cette époque est révolue. Le ministre de l'Intérieur a rétabli l'ordre dans les rues et s'ingénie maintenant à remettre nos idées en place en opérant une nette séparation entre la Politique (l'action formidable de Môssieu Raffarin) et le Fait Divers, parfaitement banal.

Un jeune voleur de voiture est tué par des policiers dans quelque banlieue ? Une enquête est ordonnée par le ministre sur cet incident malheureux et les populations locales sont priées de rester à la maison par d'aimables CRS. Il n'y a pas de quoi en faire tout un plat, comme ce fut le cas pendant la campagne présidentielle : quelques images de voitures en flammes rappellent aux bons citoyens que les barbares rôdent encore et qu'il y a un super-ministre pour les traiter comme il convient. Fin du « problème des banlieues ». Alors là, je dis, chapeau, Môssieu Sarkozy !

Un bandit authentique, Antonio Ferrara, s'évade le 12 mars de la prison de Fresnes grâce à une action de commando menée par cinq hommes munis d'armes automatiques et maniant l'explosif ? Certes, certes. Des journalistes

avides de spectaculaire ont parlé d'action militaire, des syndicalistes rouges se sont plaints des défaillances de la sécurité dans les prisons et des archivistes besogneux ont cru bon de rappeler d'autres attaques d'établissements pénitentiaires (le 6 septembre 2002, à Ploemeur ; le 28 novembre 2002, en Arles) où encore l'évasion de Joseph Menconi de la prison de Borgo le 7 mars dernier.

Mais il ne faudrait pas confondre l'expression un peu excessive de la solidarité entre bandits corses, la mémoire de la chouannerie, les tartarinades provençales et les démonstrations sonores de banlieusards qui vont trop au cinéma avec de réels problèmes de politique pénitentiaire et de politique budgétaire. Il y a toujours eu des malfrats, contre lesquels la police et des gardiens de pri-

son savent faire usage de leurs armes. On s'évade moins cette année qu'aux temps maudits de la gauche et les truands en cavale sont toujours repris. Tout est sous contrôle. Alors là, je dis, chapeau, Môssieu Sarkozy !

Des terroristes corses déposent le 15 mars une charge de soixante kilos qui détruit partiellement un immeuble du conseil général de la Corse-du-Sud à Ajaccio et qui fait plusieurs blessés ? Cet acte est préoccupant, nul n'en disconvient. Mais la situation en Corse n'est plus du tout la même qu'à l'époque de la gauche, lorsque un préfet de la République était abattu, lorsque le gouvernement négociait en douce avec les clandestins. Maintenant, tout est simple et transparent. Le ministre de l'Intérieur se promène de temps à autre tranquillement dans l'île de Beauté, bavarde avec ses habitants, laisse entendre qu'il organisera un référendum local et peut aller jusqu'à laisser dire qu'il n'est pas content du tout lorsque des adultes oublient des substances explosives au pied de bâtiments publics et y mettent feu au risque de réveiller des enfants. La pyrotechnie corse doit devenir l'affaire de professionnels hautement qualifiés, signataires de chartes de bon voisinage dans le cadre de contrats région-maqués destinés à redynamiser les bassins d'emplois et d'animer les lieux de vie. Mais le « problème corse », c'est réglé. Alors là, je dis, chapeau Môssieu Sarkozy.

C. CILIA

royaliste 
B - MENUE - DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVÉ

SOMMAIRE : p.2 : Alors là, bravo môssieu Sarkozy ! - p.3 : Chacun cherche son chat - De la forme républicaine - p.4 : Djindjic - Les chantiers de Raffarin - p.5 : Les nouveaux arabistes - p.6/7 : La stratégie d'Attac - p.8 : La question irakienne - p.9 : Tocqueville tel qu'il était - p.10/11 : Le 22^e congrès de la NAR - p.12 : Editorial : Les griffes des humanistes.

RÉDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (46 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Chacun cherche son chat

Plus grave que la crise du *Monde*, celle qui secoue la rédaction de *Royaliste*. Des informations capitales auraient été cachées par un clan de copistes paresseux, tendance Minc, qui font comme si les socialistes n'existaient pas.

Grosse colère du rédac'chef, l'aut'jour. On ne parle plus du Péhesse ! On gaspille des colonnes à chipoter sur le Raffarin, au lieu de lui rentrer dans le chou...

- Chou de Bruxelles, j'ai dit pour détendre l'atmosphère.

Alors là, ça a explosé.

- On ne rigole pas avec l'info, a hurlé le chef. On est là pour investiguer, pas pour lire la *Phénoménologie de l'Esprit* pendant les heures de boulot ! J'veux quatre colonnes en béton sur le Conseil national des sociaux. Et c'est pour avant-hier !

Sylvie Fernoy a dit qu'elle intervenait dans un colloque sur les « nouvelles synergies » à Saint-Rémy-sur-Deule. Annette Delranck se rendait au chevet d'un arrière-grand oncle à Marbella. Bref, c'est tombé sur moi, le stagiaire.

Alors j'ai fait comme on m'a appris à l'école de journalisme. J'ai séché le conseil nat' du Péhesse (ça tombait le 15 mars, en ouikennede), et j'ai pompé l'info dans les quotidiens. Facile, puisque nous z'autres on est quinzos ! Quinzomadaire, quoi.

Bon, j'ai pas compris grand-chose mais il n'y a pas de quoi fouetter un chat. Le Péhesse fait un congrès à Dijon en mai prochain. Les adhérents doivent choisir par vote entre cinq motions mais j'ai lu qu'il n'y avait que trois lignes - et deux chats pour mordre à un seul hameçon, si j'peux dire.

Ligne 1 : c'est la tendance Raminagrobis. Celle des éléphants qui prennent des mines de chats malins : François Hollande, DSK, Martine Aubry... Programme ? L'Europe « fédérale et sociale ». Marrant, non ? Quand presque toute l'Europe était dirigée par des social-démocrates, ils n'ont rien fait dans le genre fédéral-social. Avec Berlusconi, Aznar et Blair, ça serait-y plus facile ?

Ligne 2 : c'est le duo Gros Matous (Emmanuel-Mélenchon). La ligne 1 est pour un « réformisme de gauche » ; la ligne 2 refuse la dérive social-libérale du clan Raminagrobis et propose quoi ? Une Europe fédérale et sociale ! Plus une Sixième République parlementaire...

Ligne 3 : c'est le clan Chattemitte (Peillon-Montebourg). Ils veulent « rénover ». Comment ? Par une « République européenne et fédérale » ! Avec une Sixième République parlementaire !

Je passe sur le reste du charabia puisqu'il s'agit pour les trois bandes de prendre ou de conserver le pouvoir au Péhesse. Et après ? Deux éléphants et deux seulement (l'un se nomme Laurent Ramina, l'autre Dominique Grobis) se bousculeront en écrasant quelques chats au passage pour s'emparer du seul et unique fauteuil de Candidat à la Candidature suprême.

Paul TRON

De la forme républicaine

Le gouvernement avait annoncé la nouvelle phase de la décentralisation comme une « rupture » à accomplir dans la cadre de la stratégie qui vise à « réformer » l'Etat, autrement dit à le soumettre aux normes de l'idéologie ultra-libérale. C'est peut-être raté !

Nous avons appelé « décentralisme » (cf. *Royaliste* n° 804) cette conception extrémiste d'une décentralisation qui, aujourd'hui, contredit la tradition nationale et *res publicaine* en tant que telle. Ce point de vue était partagé par nombre d'élus de droite et de gauche, et le Conseil d'Etat avait rendu un avis négatif sur le texte qui lui avait été présenté.

Le gouvernement avait passé outre, comme il en avait le droit, et renoncé d'emblée à un référendum, préférant la procédure parlementaire et une révision constitutionnelle par la voie du Congrès. Au nom de la « proximité », de la citoyenneté et du « terrain », on se refusait à consulter les électeurs. Procédé discutable, mais tactique payante : la réforme a été votée par l'Assemblée nationale et le Sénat, et la révision constitutionnelle adoptée par le Congrès, le 17 mars, à une large majorité.

Puis la surprise : le recours introduit devant le Conseil constitutionnel par soixante sénateurs socialistes contre cette loi constitutionnelle instituant la « République décentralisée ».

L'argument des sénateurs socialistes rejoint la nôtre sur la contradiction actuellement inscrite à l'article 1 de la Constitution, qui définit la France comme une « République indivisible,

laïque, démocratique et sociale » et qui ajoute que son « organisation est **décentralisée** ». Mais les sénateurs invoquent (ce que nous n'avons pas fait) l'article 89 qui affirme que « la forme républicaine du gouvernement ne peut faire l'objet d'une révision ». Compétent pour juger de la conformité des lois à la Constitution (de toutes les lois, puisque l'article 62 ne prévoit pas d'exception), le Conseil constitutionnel devrait donc avoir à se prononcer sur la définition même de la République et sur le caractère inconstitutionnel des lois expérimentales et des référendums locaux qui nient l'essence de la loi (générale et durable) et trois principes proclamés en 1789 : le principe de la souveraineté nationale ; la loi « expression de la volonté générale », la loi est « la même pour tous ».

Comme royalistes soucieux d'une juste définition de la forme républicaine du gouvernement (qui ne pose pour nous aucun problème de fond), comme héritiers des monarchiens qui affirmèrent en 1789 les principes rappelés plus haut, comme citoyens désireux de maintenir l'unité de la nation française, nous sommes impatients de connaître la décision du Conseil constitutionnel.

Jacques BLANGY

Djindjic

O n a presque honte de le rappeler : les pays qui composaient l'ancienne Yougoslavie sont européens depuis que l'Europe a conscience de son existence. C'est donc une part de nous-mêmes que nous acceptons de voir se détruire, moins sous l'effet de faiblesses et de contradictions internes que par indifférence. La Serbie intéressait nos élites de gauche quand il y avait un dictateur à haïr. Le Kosovo faisait verser des larmes de crocodile devant les caméras quand il y avait lâbas des Serbes à maudire. On s'est toujours soucié comme d'une guigne du Monténégro et de la Macédoine. On ignore le chaos institutionnel (des élections sans élus, faute de quorum) et on ne veut pas voir que ces pays sont livrés aux mafias.

L'assassinat de Zoran Djindjic, le 12 mars, nous a brièvement rappelé qu'en Serbie les milieux du crime organisé étaient plus puissants que le pouvoir politique. Ce qui n'est pas sans lien avec les relations troubles qu'entretenait le Premier ministre serbe avec diverses mafias, avant que le malheureux ne tente de reprendre la main.

Les condoléances des chefs d'Etat et la distribution de quelques crédits supplémentaires ne changeront pas le fond du problème : il faut que l'Union européenne en général et la France en particulier aident massivement les pays balkaniques. L'impératif de protection mutuelle nous oblige à lutter contre le crime organisé dans les Balkans dans l'intérêt des populations locales et pour arrêter, ici, la contagion mafieuse qui vient de l'Est européen.

Jacques BLANGY

Les chantiers de Raffarin

Réformer le système de retraite, privatiser l'assurance maladie, mettre les Français au travail, réduire le nombre de fonctionnaires... en un mot casser le pacte social issu de l'après-guerre, Seillière en rêve, Raffarin serait-il sur le point d'y parvenir ?

D ès son arrivée à Matignon, le nouveau Premier ministre décrète que le social constitue, avec la sécurité, la priorité de son gouvernement. Au cours des premiers mois qui suivent son arrivée au ministère des Affaires sociales, François Fillon, se contente de revenir sur les quelques avancées sociales concédées par son prédécesseur. Dès janvier 2003, le gouvernement passe à la vitesse supérieure : en février, François Fillon s'attaque aux retraites, en mars, il réunit une conférence pour l'emploi, Jean-François Mattei s'attèle à la réforme de l'Assurance maladie, une loi réformant la formation professionnelle devrait voir le jour en septembre...

Sur tous ces dossiers, l'action du gouvernement se fonde sur un objectif (désengager l'Etat de la sphère économique et sociale), et se fixe une contrainte (réduire le déficit budgétaire en poursuivant sa politique de baisse d'impôt). Partant de là, il se prive d'emblée de moyens d'action et sa manière d'aborder ces sujets s'en trouve biaisée.

Concernant les retraites, notamment celle des agents de la Fonction publique, un allongement de la durée de cotisation de 37,5 ans à 40 ans permettrait au gouvernement d'enregistrer des recettes et de réaliser des économies substantielles, surtout si, dans le même temps, sont supprimés ou délocalisés certains postes. Mais le patronat renâcle : Ernest-Antoine

Seillière ne saurait se contenter d'une réforme à minima fondée sur l'allongement de la durée de cotisation des fonctionnaires. Ce mécontentement est de pure forme : le président du Medef sait bien, qu'à terme, l'augmentation du nombre d'annuités des fonctionnaires est la porte ouverte à l'augmentation du nombre d'annuités des salariés du privé. Une mesure que Juppé n'avait pas réussi à faire passer, mais que Raffarin espère bien imposer. La méthode mise en œuvre et le calendrier retenu lui confèrent des atouts dont ne disposait pas, en 1995, l'actuel président de l'UMP. La concertation en cours avec les partenaires sociaux devrait déboucher, début mai, sur un projet, et, en juillet, sur une adoption par le Parlement. Or, le gouvernement sait pertinemment que dès le mois de mai, les Français sont en vacances et que les syndicats auront du mal à mobiliser.

Concernant l'emploi, alors que la situation économique se dégrade et que les plans sociaux se multiplient, le gouvernement redécouvre les vertus du traitement social du chômage. Au lieu de mettre en place une politique économique et industrielle créatrice d'emplois, il annonce un effort financier supplémentaire de 300 millions d'euros. Cette mesure permettrait de créer 100 000 emplois aidés, à travers la relance des Contrats emploi solidarité (CES) et des contrats initiative emploi (CIE), et la

création du contrat d'insertion dans la vie sociale (Civis) et du revenu minimum d'activité (RMA). L'Etat prendrait ainsi en charge une partie de la rémunération des salariés que les entreprises refusent d'assurer.

En contrepartie, le ministre des Affaires sociales a demandé aux syndicats et au patronat d'accélérer les négociations sur la formation professionnelle, et exigé du patronat de tout mettre en œuvre pour maintenir au travail les salariés âgés ; deux mesures sur lesquelles il compte beaucoup pour remettre les Français au travail.

Enfin, pour ce qui est de l'assurance maladie, alors que Jean-François Mattei, ministre de la Santé, entame les consultations avec les partenaires sociaux gérant les différentes caisses de la Sécurité sociale, paraît un rapport réalisé par Jean-François Chadelat, inspecteur général des affaires sociales. Celui-ci prône un système où les dépenses de santé seront « prises en charge par un mécanisme à deux étages », baptisé « couverture maladie généralisée » (CMG) qui consisterait à faire financer une part plus importante des dépenses de santé, non plus par des cotisations obligatoires, mais par des cotisations facultatives. Outre que, là encore, ce sont des considérations budgétaires qui présideraient à la réforme de l'assurance maladie, on verrait apparaître une sécurité sociale à deux vitesses : l'une pour les personnes qui ont des revenus modestes et qui, de ce fait, n'ont pas les moyens de se payer une complémentaire digne de ce nom, l'autre pour les riches qui pourront se payer les meilleurs spécialistes et les soins dernier cri...

Nicolas PALUMBO

Les nouveaux arabistes

L'engagement américain en Irak contraindra l'administration Bush à élaborer une politique arabe au moment où d'aucuns considèrent que c'est un luxe que la France ne peut plus se permettre.

La politique arabe serait un mythe complètement dépassé pour la diplomatie française alors qu'elle redevient d'une grande actualité et une absolue nécessité pour la diplomatie américaine. Pratiquement éclipsée depuis la guerre du Golfe, elle ressurgit en force dans la perspective d'avoir à gérer la succession de Saddam Hussein pour un temps encore indéterminé. Par la force des choses, voire à leur corps défendant, les responsables américains vont devoir s'impliquer dans les luttes de factions et faire des choix politiques concrets. Les spécialistes du monde arabe vont revenir sur le devant de la scène. Ce ne sera pas un moindre paradoxe de cette guerre que de mettre fin au quasi-monopole de la diplomatie israélienne sur la région et dans les bureaux de Washington. Même si la nouvelle politique arabe tient le plus grand compte des intérêts d'Israël, le devant de la scène sera occupé par d'autres priorités et de nouveaux acteurs.

Quelles seront celles-ci et ceux-ci ? Là encore, la surprise est de voir les écoles de pensée néo-conservatrices, qui sont les plus influentes au Pentagone et à la Maison Blanche, sinon au Département d'État, privilégier la filière chiite irakienne. Leur crainte est en effet que l'armée américaine veuille présen-

ter l'essentiel des structures en place, c'est-à-dire le commandement sunnite, pour l'aider à tenir le pays après la guerre. Pour les « politiques » il n'en est pas question : la stratégie dite de démocratisation de l'Irak conduit à reconnaître que la majorité de la population qui est chiite (60 %) soit enfin reconnue comme telle.

Pourquoi cet intérêt subit pour les chiites irakiens ? D'abord cela conforte la position du président de l'alliance de l'opposition, Ahmed Chalabi, favori du vice-président Cheney mais contesté par le Département d'État et la CIA. Mais au-delà il y a le projet géopolitique : qui est le premier visé par un pouvoir chiite pluraliste à Bagdad ? L'Iran. Les forces démocratiques à Téhéran en seraient-elles encouragées ou au contraire prépareraient-on un nouveau cordon sanitaire autour de l'Iran ? En tout état de cause, le poids de la république islamique d'Iran serait sous contrôle. L'Arabie saoudite ne vient qu'en second, contrairement à ce que pensent certains. Mais redonner leur place aux chiites en terre arabe embarrasserait profondément Riyad qui a eu fort à faire pour calmer l'agitation des chiites qui sont majoritaires dans le nord-est pétrolier. Il n'est jusqu'au Liban où les chiites sont également majoritaires parmi les musulmans, notamment au sud, terre du Hezbollah, où le prestige re-

trouvé des écoles de théologie chiites arabes de Kerbala et Najaf, qui admettent l'ijtihād, c'est-à-dire l'adaptation continue de l'islam, concurrencerait l'islamisme extrémiste sunnite, purement fondamentaliste. On croit enfin tenir la parade décisive à Al-Qaïda autant qu'aux héritiers de Khomeini.

Aucun pays arabe n'a accordé d'asile aux chiites irakiens après leur soulèvement consécutif à la guerre du Golfe. Tous les pays arabes sont sous direction sunnite, même s'ils comptent d'importantes minorités chiites. Où se sont-ils donc réfugiés ? En Iran pour partie, mais surtout aux États-Unis. S'ils prennent effectivement le pouvoir à Bagdad, après avoir négocié avec les Kurdes du nord un régime d'autonomie, rien ne saurait les arrêter. On découvrirait que le chiisme n'est pas iranien et qu'au temps de son apogée, Bagdad fut un califat très largement chiite intellectuellement. Depuis la révolte arabe et le nationalisme pan-arabe qui occupèrent notre vingtième siècle, on avait occulté cette dimension. Sa redécouverte par certains Américains érudits ou simplement pratiques ne sera pas sans influence sur la transformation du Moyen-Orient. Il reste à savoir ce qu'en pense Israël ? Tout occupés à une nouvelle grande politique arabe, nos nouveaux arabistes américains prennent peut-être encore leurs désirs pour des réalités. Il convient pourtant de se préparer à cette éventualité pour revoir notre propre politique arabe, non pour l'abandonner.

Yves La MARCK

BRÈVES

♦ **ITALIE** — C'est par Naples, ville qui avait vu son départ en exil il y a cinquante-sept ans, que le prince Victor-Emmanuel de Savoie avait voulu faire un retour solennel dans son pays. Accompagné de sa femme Maria Doria et de leur fils Emmanuel Philibert il devait passer trois jours dans la capitale de l'ancien royaume des Deux-Siciles, marqués par diverses cérémonies et manifestations. Ce programme a été fortement perturbé par des manifestations hostiles qui l'ont, entre autres, contraint à renoncer à participer à la messe solennelle en la chapelle Saint-Janvier de la cathédrale. Coalition de manifestants pour le moins hétéroclite puisque l'on y retrouvait côte à côte des militants « républicains de gauche » hostiles à la monarchie, des membres du M.S.I.-Flamme tricolore et de Forza Nuova, formations néo-fascistes, tout cela à l'appel d'un Comité néo-Bourbon, monarchiste mais hostile à la famille de Savoie et partisan des Bourbons-Sicile. « J'ai été peiné par ces manifestations mais je reviendrais » a déclaré le chef de la maison royale qui a confirmé son intention de s'installer définitivement en Italie.

♦ **LIECHTENSTEIN** — La réforme constitutionnelle demandée par le prince Hans-Adam II a été approuvée par une large majorité des électeurs (64,3 %) alors que le texte présenté par les opposants ne recueillait que 16,5 % des suffrages. La participation des quelques 17 000 électeurs a également été très forte puisqu'elle a atteint 87,7 %. Le prince régnant voit ainsi ses pouvoirs sensiblement augmentés puisqu'il a désormais un droit de veto sur les lois votées par le Parlement, a le pouvoir de dissoudre ce dernier et acquiert un droit d'intervention sur la nomination des juges. Cela faisait maintenant plus de dix ans que ce débat sur les pouvoirs de prince empoisonnait la vie politique de la principauté. Les électeurs ont tranché.

♦ **YOUgoslavie** — Le prince héritier Alexandre de Yougoslavie s'est déclaré « profondément choqué » après l'assassinat du Premier ministre serbe Zoran Djindjic. « Le retour des attentats et des meurtres sur notre scène politique et dans notre État est la pire des informations qui peut s'imaginer et, dans ce contexte, la victime de ce crime n'est pas seulement le Premier ministre de Serbie, mais l'État et ses habitants » a-t-il déclaré.

♦ **MAROC** — Après le déclenchement de la guerre en Irak, dans un discours radio-télévisé à la nation marocaine, le roi Mohammed VI a rappelé les efforts qu'il avait déployés afin que « le règlement de la crise irakienne se fasse dans le respect de la légalité internationale [pour que] puissent être garanties l'unité et l'intégrité territoriale du peuple irakien », il a invité le peuple marocain « à faire preuve de sagesse et de circonspection lucide » et mis en garde contre toute tentative d'instrumentalisation de la crise irakienne.

L'association Attac est en train d'élaborer des propositions qui dépassent largement la simple critique de la globalisation :

problèmes de la Sécurité sociale et des retraites, opposition à la guerre menée en Irak...

En décembre dernier, Attac a élu un nouveau président, Jacques Nikonoff, dont l'expérience est singulière et très riche : ancien ouvrier spécialisé, ancien élève de l'ENA, représentant de la Caisse des Dépôts à New York pendant trois ans, aujourd'hui enseignant, notre invité à une connaissance directe de l'oligarchie qu'il combat et du monde du travail qui est victime de l'ultra-concurrence.

■ **Royaliste :** Pourriez-vous nous rappeler les conditions dans lesquelles l'association Attac a été créée ?

Jacques Nikonoff : En décembre 1997, Ignacio Ramonet, directeur du *Monde diplomatique*, rédige un article intitulé « Désarmer les marchés » et évoque au détour d'une phrase l'idée de créer une association vouée à la lutte pour la taxation des transactions financières. Le propos paraît anodin mais des milliers de lettres affluent de toutes parts et de tous milieux : apparaît donc une volonté très forte de lutte contre la mondialisation libérale. L'équipe du « Diplo » réagit en lançant l'association Attac, après avoir consulté les organisations très diverses qui s'étaient manifestées. Ces organisations sont devenues les membres fondateurs d'Attac : on y trouve soixante-dix organisations, parmi lesquelles figurent d'importants syndicats. La croissance des effectifs s'est quant à elle poursuivie à un rythme rapide puisque nous dépassons aujourd'hui les trente mille adhésions.

■ **Royaliste :** Quelle est la stratégie de l'association ?

Jacques Nikonoff : Nous combattons la mondialisation libérale, autrement dit la dictature des marchés, afin de mettre en place d'autres régimes politiques.

Notre démarche présente un double aspect : l'action, sur laquelle je reviendrai, et ce

que nous appelons l'éducation populaire. Il s'agit de décrypter le capitalisme contemporain à l'aide d'un certain nombre de spécialistes. Ce travail est très diversifié : il porte sur les logiciels libres, sur les organismes génétiquement modifiés, sur les marchés financiers, sur les médias... Nous tentons d'aider les citoyens à comprendre la logique du système afin qu'ils puissent reprendre en mains leurs affaires.

■ **Royaliste :** Comment expliquez-vous le développement rapide et massif de ce que vous appelez le mouvement altermondialiste ?

Jacques Nikonoff : De très nombreux citoyens, dans le monde entier, ont pris une conscience de plus en plus aiguë de l'échec de la mondialisation libérale. On nous promettait la croissance économique, la stabilité financière, la réduction des inégalités et nous nous trouvons confrontés à une crise que je n'ai pas besoin de décrire ici.

Cette prise de conscience se cristallise sur le mouvement altermondialiste parce que nous avons vécu l'échec successif du socialisme stalinien et de la social-démocratie – deux modèles qui se présentaient comme des alternatives au capitalisme libéral.

■ **Royaliste :** Le constat d'échec de la social-démocratie est-il patent ?

Jacques Nikonoff : Oui. Je pense tout particulièrement à

ce qui s'est passé à l'Est de l'Europe après la chute du Mur. Comme la social-démocratie s'était fondée contre le stalinisme, en invoquant le socialisme dans la liberté, elle était la mieux placée pour prendre le relais, après l'échec des régimes de type soviétique. Tel n'a pas été le cas. En fait, partout où la social-démocratie a pris la responsabilité des affaires publiques, l'échec a été complet et des masses de citoyens qui faisaient confiance aux partis de gauche n'y croient plus. Dans notre travail de réflexion, nous tentons donc de comprendre pourquoi le socialisme stalinien et la social-démocratie ont échoué.

Cela dit, ne croyez pas que le mouvement altermondialiste se réduise aux déçus de la gauche ! Il va bien au-delà...

■ **Royaliste :** Venons-en à l'action, telle que la conçoit Attac...

Jacques Nikonoff : Nous voulons faire surgir de la société les mouvements d'opinion qui permettront d'accomplir les transformations souhaitées. Mais nous rencontrons une difficulté sérieuse : il n'y a pas de traduction politique des mouvements de masse que j'ai évoqués et du travail d'éducation populaire que nous effectuons. De fait, aucune force politique n'est en mesure de placer dans le champ électoral les aspirations de très nombreux citoyens afin de réorganiser en profondeur la société française. Cela ne

nous empêche pas de poursuivre notre travail de formation civique, dans des réunions beaucoup plus fréquentées que celles des partis politiques.

■ **Royaliste :** Quels sont vos relations avec les forums sociaux ?

Jacques Nikonoff : Bien entendu, Attac est pleinement engagé dans les activités des forums sociaux. Avec eux, nous sommes en train de construire un ensemble complexe, encore fragile, mais qui représente une innovation considérable : pour la première fois, des forces sociales très diverses s'organisent à l'échelle internationale. Ce sont des syndicats, des ONG, d'innom-

ALTERMONDIAL

La stratégie d'Attac



SME

égie

ic

brables associations qui sont en train de créer les conditions de leur rapprochement et d'une vaste confrontation d'idées.

Vous savez que le troisième Forum social mondial s'est tenu à Porto Alegre en janvier dernier et que le premier Forum social européen s'est tenu à Florence en novembre 2002. Nous voulons aussi organiser des forums sociaux sur le plan local. Il s'agit de constituer des « espaces » de discussion, au sein desquels il n'y a pas finalement de prises de position. Des syndicats, des associations, des paysans, des organisations politiques (ces dernières soutenant les Forums sans en être les

organisateurs) se retrouvent dans ces espaces et constituent en quelque sorte une assemblée des mouvements sociaux.

■ Royaliste : C'est assez compliqué !

Jacques Nikonoff : Certes... Nous sommes encore dans une période d'élaboration et les conceptions sont encore à préciser. Mais nous pouvons cependant discerner deux phases :

- celle de la discussion au sein des forums sociaux, qui permet d'associer des organisations qui sont parfois très éloignées de nous ;

- celle de l'organisation d'une « assemblée des mouvements sociaux » qui n'a pas de légitimité propre et qui instaure une cohabitation entre des groupes disproportionnés – par exemple la fédération CGT de la Métallurgie et une association de quartier regroupant quelques dizaines de membres.

Tout cela paraît chaotique mais, au fil des discussions, des pays, des associations, des habitants de divers continents se découvrent. Cette prolifération d'idées a permis d'identifier une trentaine de thèmes majeurs – les paradis fiscaux, l'égalité entre hommes et femmes, les médias, la dette du tiers monde par exemple – qui réunissent des réseaux particuliers dans le réseau général que constitue le Forum social.

Par exemple, cet automne à Florence, nous avons observé que des Hongrois ont pu se

rencontrer, mais aussi des Français. Et le forum sur la fiscalité a permis la naissance d'un réseau européen de fiscalistes (universitaires, syndicalistes) qui vont pouvoir se mettre à jour en permanence sur les opérations financières effectuées par le crime organisé – alors que la coopération internationale entre les administrations fonctionne mal. Le réseau de fiscalistes créé lors du Forum social européen a ensuite donné naissance, à Porto Alegre, à un réseau mondial qui va permettre la mobilisation d'un ensemble considérable de connaissances et de compétence. Cette meilleure compréhension des méthodes criminelles débouchera sur des propositions à mettre en œuvre – dès lors que des pouvoirs politiques en auront la volonté.

■ Royaliste : Pourquoi n'y a-t-il pas de « forum social national » ?

Jacques Nikonoff : C'est là une curiosité ! Nous pensons, à Attac, que la question est à étudier. Nous ne sommes pas encore tout à fait d'accord sur l'analyse, mais je pense pour ma part que nous subissons sur ce point la pression de nos adversaires.

■ Royaliste : Comment s'exerce-t-elle ?

Jacques Nikonoff : Vous savez que, pour les partisans de la mondialisation libérale, l'échelon national est un obstacle. Depuis des années, on entend dire que les États sont impuissants et ce discours rencontre un écho important.

En outre, la manière dont la mondialisation est contestée peut renforcer ce dénigrement de l'échelon national car décrire une mondialisation très puissante et implacable dans ses effets peut provoquer un affaiblissement de la résistance des citoyens car, à force de pessimisme, on conforte l'idée que les États nationaux ne peuvent plus rien faire.

Si on accepte d'effacer l'échelon national, il reste la lutte sur le plan mondial et au niveau local – mais il est évident que ce n'est pas le comité d'un petite ville de France ou d'Allemagne qui pourra faire obstacle au libéralisme. Quant à la lutte internationale, je la crois nécessaire et je suis persuadé qu'il faut changer les règles du Fonds Monétaire

International. Mais comme le FMI et la Banque mondiale sont des filiales du Trésor américain, il faudrait être en mesure de changer la politique intérieure américaine – ce qui est compliqué et demandera beaucoup de temps !

Entre la dictature des marchés et le changement politique aux États-Unis, que faisons ? On ne peut pas vivre cette phase de transition dans l'attente ! Je pense donc qu'il faut réhabiliter la nation comme l'échelon où peuvent se régler la plupart des problèmes – sociaux, économiques, industriels, monétaires.

■ Royaliste : Un exemple ?

Jacques Nikonoff : La situation qui a précédé l'attaque américaine contre l'Irak est intéressante à cet égard : il a suffi que les Allemands et les Français prennent clairement position et annoncent un veto, défiant ainsi les États-Unis réputés tout puissants, pour que les Russes nous rejoignent, puis les Chinois, et pour que repaisse le mouvement des pays non-alignés.

Je pense que nous pouvons traduire sur le plan économique cette réaffirmation de l'existence des nations dans le domaine de la politique internationale. Une ou plusieurs nations sont aujourd'hui en mesure de lancer, contre la mondialisation libérale, un message universel proposant une politique alternative de coopération internationale. On verrait alors apparaître une nouvelle logique : les marges de manœuvre nationales s'élargiraient et il y aurait la possibilité de créer un nouveau multilatéralisme.

En d'autres termes, il est possible de mettre en œuvre des politiques nationales à vocation universelle : telle est la condition de l'accord entre les forces opposées à la mondialisation libérale dans chacun des pays où ses principes sont appliqués, et de l'alliance entre les États décidés à s'engager dans une nouvelle forme de coopération entre les nations.

Propos recueillis par
B. La Richardais

ATTAC - 6 Rue Pinel - 75013 Paris.
<http://france.attac.org>



♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● Mercredi 2 avril : Retour à l'Ancien régime ! Ce n'est pas l'esprit réactionnaire qui nous anime, mais le souci de toujours mieux comprendre l'histoire de la France dans les deux siècles qui précèdent la Révolution. Or l'approfondissement des connaissances ne fait que révéler la complexité des questions. Ainsi celles qui touchent à la définition de l'État monarchique avant 1789, à nouveau étudié par deux historiens : **Fanny COSANDEY**, maître de conférences à l'université de Nantes qui nous avait déjà présenté un ouvrage majeur sur les reines de France, et **Robert DESCIMON**, Directeur d'études à l'École des Hautes Études. Dans un livre récent, nos invités s'interrogent sur un concept communément accepté : « L'absolutisme a-t-il existé ? » Trop souvent confondue avec le despotisme et avec le totalitarisme, la « monarchie absolue » serait-elle un mythe raconté par certains historiens, qui masquerait la nature de l'ancienne royauté et les problèmes auxquels elle fut confrontée ? Les réponses apportées bousculent les préjugés de toutes sortes et relancent un débat qui n'est pas inactuel puisque l'Ancien régime est aussi cette société qui porte une révolution.

● Mercredis 9 et 16 avril : pas de réunion en raison des vacances de printemps.

**Avez-vous
pensé à la
souscription ?**

Indispensable si l'on veut suivre les événements du Moyen-Orient et saisir les difficultés de la reconstruction de l'Irak, l'ouvrage de Pierre-Jean Luizard détruit au passage les illusions entretenues par les admirateurs français de Saddam Hussein et les mensonges de la propagande américaine.

En temps de guerre plus encore qu'en période de paix, gare aux experts des cafés du commerce médiatisés, aux pamphlétaires déguisés et aux agents d'influence ! Petit pays ruiné par un dictateur médiocre, l'Irak a néanmoins entretenu ses propagandistes rétribués, écoutés avec componction par une poignée de dupes. A l'autre extrême, les officines américaines de communication ont présenté l'Irak sous les traits du chef diabolique menaçant la paix du monde.

Les arrières-plans manichéens conviennent au spectacle des opérations militaires. Mais ceux qui se soucient des conditions politiques de la paix au Moyen-Orient savent qu'il leur faut balayer les clichés et prendre la mesure de la complexité des choses. Vu de loin, l'Irak est un pays qui vit sous une dictature agonisante et qui s'apprête à instaurer la démocratie. Mais plus on s'en rapproche, plus on découvre les contrastes et les contradictions qui font que la question irakienne est aussi délicate à appréhender par les chancelleries que par les Irakiens eux-mêmes. Comment l'honnête homme européen peut-il s'y retrouver ?

Pour ce morceau de l'Orient compliqué, une réponse : acheter le livre de Pierre-Jean Luizard (1), lire attentivement ces pages écrites par un chercheur arabisant, qui connaît intimement l'Irak et l'ensem-

ble du Moyen-Orient, conserver le volume à portée de la main lorsque les problèmes de la reconstruction du pays commenceront de se poser.

En attendant l'issue militaire, de solides révisions historiques s'imposent. Le proche avenir n'est certainement pas déterminé tout entier par le passé, mais il importe de se souvenir que l'Irak est un ensemble récent, constitué après la Première Guerre mondiale par la réunion de trois *vilayets* ottomans placés sous l'égide d'une monarchie à l'anglaise sous influence britannique. Il est indispensable d'étudier la diversité des peuples (arabes, kurdes), des religions (sunnites, chiites, chrétiens, assyriens), des groupes sociaux et politiques, des tribus qui entrent dans la composition du pays. Composé instable, explosif dans la mesure où chaque groupe humain a été tour à tour bourreau et victime d'un ou de plusieurs autres.

Bien entendu, Pierre-Jean Luizard montre comment Saddam Hussein a installé sa dictature constamment sanginaire : massacres, terreur méthodique, exploitation de rivalités et assassinats au sein de son propre clan. Honte, honte à ceux qui, dans certains partis de gauche, célébraient le progressisme du parti Baas et le caractère laïc de l'État irakien. Le Baas n'est que la vitrine d'une tyrannie familiale, Saddam Hussein a ruiné l'économie d'un pays ri-

che d'eau et de pétrole, et ce prétendu nationaliste a conforté son pouvoir par l'éclatement de la société irakienne en tribus. Découvrant ou redécouvrant cet enfer, on devine la haine de la population irakienne (militaires compris) pour le rais et pour ses hommes de main.

Mais c'est surtout l'avenir que Pierre-Jean Luizard éclaire remarquablement. Au-delà de la confrontation entre Saddam Hussein et les États-Unis (dont le jeu diplomatique fut pour le moins fluctuant), il faut prendre en compte la politique de l'Iran, de la Turquie, les intérêts géostratégiques et pétroliers des parties en présence... Aux rivalités extérieures, qui vont s'accroître dans les mois à venir, il faut ajouter les luttes entre les représentants de l'opposition – qui reflètent les conflits et les ressentiments accumulés au fil des décennies. Kurdes de différentes tendances, nationalistes arabes, chiites, communistes, libéraux sont autant d'étiquettes qui recouvrent des alliances et des inimitiés qui réservent de dangereuses surprises. « Lors des sanglants événements de l'automne 1996 au Kurdistan, écrit P.-J. Luizard, le clan arabe sunnite des Takriti [celui de Saddam] s'est allié au clan kurde des Barzani contre l'autre clan kurde des Talabani, l'intérêt du clan passant devant celui du mouvement national kurde ». On voit dans quelle poudrière les Anglo-américains viennent d'entrer, toutes fusées allumées.

Maria DA SILVA

❏ (1) Pierre-Jean Luizard, « La question irakienne », Fayard, 2002 - prix franco : 20 €.

Tocqueville, tel qu'il était

Alexis Charles Henri Clérel de Tocqueville est surtout connu pour les deux grands ouvrages qui font sa juste réputation, *De la démocratie en Amérique* et *L'Ancien régime et la révolution*. C'est grâce à eux que notre temps est redevenu tocquevillien, comme on ne l'avait jamais été. Après tant de décennies de fièvre, d'extrémisme incandescent, de léninisme, de sartrisme, et j'en passe, une bonne partie de la classe intellectuelle et politique, gauche et droite mêlées, s'est ralliée aux vertus du modérantisme, de la démocratie à l'anglo-saxonne et du libéralisme éclairé. L'influence de François Furet ne fut pas médiocre dans cette mutation de l'esprit public. Et sans doute fallut-il aussi le passage par les idéologies débridées pour qu'on en revienne à cette sagesse, cette intelligence à la fois posée et subtile, habile à détecter les lignes d'évolution de la société, les chances de la liberté et ses dangers divers. Tocqueville constitue le meilleur initiateur à cette méthode qui consiste à épouser son temps sans jamais renoncer à en percer les énigmes et les chausse-trapes.

Mais cet observateur de premier plan n'est pas un homme de cabinet, ni même un intellectuel qui profite de sa situation détachée pour analyser et pour juger. C'est d'abord un homme engagé et, avant même tout engagement, un homme enraciné dans sa noblesse normande d'origine, attaché à ses traditions, légitimiste de naissance et d'inclination. Certes, comme aristocrate, il est bien singulier et il n'y a guère que Chateaubriand et quelques autres à partager avec lui cette façon de se libérer de ses préjugés de classe pour atteindre un niveau de compréhension supérieur. Il admirait beaucoup l'aristocratie anglaise à cause de l'aisance de celle-ci à se mouvoir dans l'évolution de la société et sa conduite. Il aurait aimé que les siens suivent une pareille voie, celle qu'il avait délibérément choisie.

Né pendant la Révolution (11 thermidor an XIII) le jeune Tocqueville n'a cessé de jauger ces événements formidables en tirant une double leçon. D'une part, on ne reviendra jamais en arrière, mais d'autre part le mouvement démocratique inéluctable doit échapper à ses excès sanglants par la médiation libérale. Vers la fin de sa vie, alors qu'il rédige des *Souvenirs* qui lui permettent de faire le point après que la monarchie de Juillet a été renversée et alors que l'éphémère seconde République succombe à son impuissance, il définit avec soin cette disposition forte qui s'est révélée à lui : « J'avais passé les plus belles années de ma jeunesse au milieu d'une société qui semblait redevenir prospère et grande en redevenant libre ; j'y avais conçu l'idée d'une liberté modérée, régulière, contenue par les croyances, les mœurs et les lois ; les charmes de cette liberté m'avaient touché ; elle était devenue la passion de toute ma vie ; je sentais que je me consolerais jamais de sa perte et maintenant je voyais qu'il fallait renoncer à elle. » Telle est la nature de son libéralisme qu'il ne faut pas confondre avec le libéralisme sauvage et débridé qui se réclame aujourd'hui des lois prétendues de l'économie pour ignorer les requêtes de la justice et du bien commun. Tout

modéré qu'il soit, Tocqueville n'est pas insensible aux réformes sociales nécessaires.

Je me pose toutefois une question à son endroit. Sensible à l'extrême à l'évolution démocratique des sociétés modernes, quelle solution proprement politique fut-elle l'objet raisonné de ses espoirs ? Il me paraît, en effet, difficile de répondre à cela. Tocqueville ne fit pas preuve d'une fidélité dynastique exemplaire à l'égard de Chateaubriand. Son attitude me fait plutôt penser à celle d'un Frédéric Ozanam, monarchiste de sentiment, qui assiste à la chute des différents régimes, plutôt perplexe, se ralliant à la République de 1848, non par conviction idéologique mais parce qu'il est impressionné par une certaine générosité et qu'il se laisse prendre, non sans quelque naïveté, par l'élan du moment. L'auteur de *L'Ancien Régime et la Révolution* a même des formules dures pour enterrer la monarchie sans regret. Mais son républicanisme est superficiel et éphémère. Après la mort de Louis-Philippe, il adresse une note au comte de Chambord, pour l'engager à accepter une fusion dynastique et ainsi réunir les royalistes derrière un unique prétendant.

Il témoigne ainsi de l'extrême difficulté de trouver une solution proprement politique dans une situation perpétuellement mouvante, alors qu'il s'agit de concilier des exigences diverses. Bien sûr, il est pour un système représentatif. Mais quelle sera la forme d'un tel régime que l'exigence démocratique, qui est du côté du consentement, ne saurait dessiner à elle seule ? Tout le XIX^e siècle français est à la recherche de ce mixte instable entre autorité et consentement. Ce qui empêche peut-être l'élaboration de cette synthèse, c'est la crispation du parti légitimiste qui associe fidélité dynastique et repli frileux sur la nostalgie d'une société d'Ancien Régime. Tocqueville se heurtera sans cesse, comme l'illustre sa correspondance, à cette mentalité ultra qui est le propre de son milieu familial. Encore faut-il ajouter que certaines crispations débouchent parfois sur des « lâchages » purement opportunistes.

L'édition judicieuse d'une partie de la correspondance de Tocqueville, dans laquelle sont insérés les souvenirs de l'intéressé, nous permet de suivre l'évolution du penseur engagé tout au long de sa vie. Elle nous renseigne sur l'homme intime (et même sa vie amoureuse). Elle nous est précieuse à divers titres. D'abord elle rapporte les événements et peint leurs acteurs sur le vif. Lamartine, George Sand, la duchesse d'Orléans, Gobineau qui fut son collaborateur direct, et tant d'autres apparaissent ainsi, spontanément au fil de la plume. Mais ce qui importe plus encore c'est l'acuité des jugements. Je n'en retiendrai qu'un, qui pour concerner un moment particulier du passé, n'en a pas moins, à mon sens, une portée tout à fait immédiate. En effet, Tocqueville - dont la position religieuse n'est pas simple à définir - s'intéresse beaucoup aux rapports de l'attitude religieuse et de la sensibilité politique : « J'ai toujours cru qu'il y avait un danger même dans les passions les meilleures quand elles devenaient ardentes et exclusives. Je n'excepte pas la passion religieuse ; je la mettrais même en tête, parce poussée à un certain point, elle fait pour ainsi dire et plus qu'aucune autre disparaître tout ce qui n'est pas elle et crée les citoyens les plus inutiles ou les plus dangereux au nom de la morale et du devoir. » On pourrait faire tout un commentaire pour réfléchir à la pertinence de cette condamnation de la passion religieuse, lorsqu'elle aboutit à ce qu'on appelle aujourd'hui, de l'autre côté de l'Atlantique, fondamentalisme...

■ Tocqueville - *Lettres choisies - Souvenirs*, Quarto Gallimard, édition établie sous la direction de Françoise Mélonio et Laurence Guellec, prix franco : 27 €.

par Gérard Leclerc



22^e Congrès de la Nouvelle Action Royaliste

Nous publions ici les textes qui ont été adoptés lors du 22^e Congrès de la NAR qui s'est tenu à Paris les 15 et 16 mars dernier.

DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE

Au moment où les gouvernements américain et britannique s'apprentent à déclencher une guerre préventive contre l'Irak, au mépris de l'opposition manifestée au Conseil de sécurité de l'ONU par la France, la Russie et la Chine ;

Face à la crise économique et financière qui frappe le Japon, l'Europe et les États-Unis et qui détruit la confiance abusivement placée dans les structures et les mécanismes du capitalisme ultra-concurrentiel ;

Face à des oligarchies européennes intéressées au maintien d'un ultra-libéralisme qui leur garantit des pouvoirs, des profits et des privilèges manifestes, au mépris de la démocratie et de la juste répartition du revenu national dans chaque pays ;

Face aux risques de déstabilisation politique dont l'élection présidentielle de 2002 a donné un exemple spectaculaire ;

Face à la montée des révoltes sociales provoquées par les fermetures d'usines et les licenciements massifs ;

La Nouvelle Action royaliste :

Approuve la politique de résistance au bellicisme du gouvernement américain,

telle qu'elle a été menée par le président de la République et par le ministre des Affaires étrangères, dans l'alliance avec l'Allemagne, la Belgique, la Russie et la Chine.

Elle souhaite que cette opposition aux visées hégémoniques des États-Unis conduise à la définition d'une nouvelle politique étrangère, fondée sur l'affirmation de la souveraineté de la nation, orientée vers l'organisation confédérale de l'Europe continentale dans l'alliance renforcée avec l'Allemagne et la Russie et dans le souci constant de l'aide au développement de l'ensemble de ses nations, à commencer par les plus pauvres d'entre elles.

Elle espère que la France saura de nouveau remplir ses obligations internationales. Elle espère tout particulièrement que, lors des prochaines négociations à l'OMC, notre pays saura entraîner ses partenaires pour briser l'offensive ultra-libérale dans le secteur des services et du commerce avant de les associer étroitement à une révision radicale de l'idéologie et des méthodes des institutions financières internationales.

Elle dénonce l'idéologie funeste du laisser-faire ultra-libéral, qui prive la na-

tion française d'une partie de ses capacités économiques et qui l'enserme, comme les autres nations de la zone euro, dans des carcans absurdes.

Elle récuse la « gouvernance » pratiquée par une équipe ministérielle qui refuse a priori toute politique industrielle et qui n'envisage même pas de contester la Banque centrale européenne, qui sort de temps à autre de son inertie pour décider des baisses de taux d'intérêt sans portée. Elle dénonce le gel annoncé des crédits budgétaires, qui aggravera le risque de récession, et plus généralement la politique économique et sociale d'un gouvernement qui agit sous la pression du Medef, de la FNSEA et des éléments les plus réactionnaires de la droite.

Elle condamne le décentralisme gouvernemental fondé sur des formules contradictoires ou insensées. Elle réclame une réforme de la décentralisation permettant notamment de réduire le nombre des niveaux administratifs et de pratiquer une péréquation interrégionale des ressources fondée sur le principe d'égalité. Elle demande la mise en œuvre d'une politique nationale d'aménagement du territoire permettant les rééquilibres structurels qui s'imposent.

La NAR est décidée à lutter contre une réforme de la sécurité sociale dictée par le Medef avec la complicité des dirigeants de la CFDT. Elle défend le principe d'une sécurité sociale universelle couvrant l'ensemble des risques pour tous avec les mêmes obligations. Attachée au principe de solidarité nationale institué à la Libération, elle souligne son attachement à la retraite par répartition et s'oppose à toute privatisation de l'assurance maladie.

La Nouvelle Action royaliste s'engage par conséquent à poursuivre la lutte :

- pour le dialogue paisible des nations, contre la politique hégémonique du gouvernement des États-Unis et contre la guerre menée en Irak ;

- pour la coopération entre les nations, contre l'idéologie ultra-concurrentielle qui sévit à l'OMC, au FMI, et à la Banque mondiale, contre le projet d'accord sur la « libéralisation » du commerce et des services ;

- pour l'unité de la nation française et pour la défense de l'État, gardien de l'intérêt général, contre les privatisations à venir ; pour la reconstruction des services publics et la nationalisation des secteurs et des industries stratégiques.

Elle espère la reconstitution, manquée en 2002, de l'alliance entre les patriotes qui demeurent fidèles aux principes de la Déclaration des droits de 1789 et du Préambule constitutionnel de 1946 pour que s'accomplissent au plus vite, dans la légalité, les révolutions économiques et sociales indispensables au redressement du pays et au bien-être de ses citoyens.

Pour la réforme de la décentralisation et la déconcentration de l'État

Un projet de loi constitutionnelle en préparation vise à instaurer une *république décentralisée* selon le principe de *subsidiarité*, au moyen d'une *expérimentation* impliquant des transferts de compétences aux collectivités territoriales et une *réforme de l'État*.

La NAR estime que :

- le concept de *république décentralisée* est inconstitutionnel parce qu'il contredit le principe d'indivisibilité ;
- le principe de *subsidiarité*, emprunté au droit canon, régit des rapports hiérarchiques mais ne peut inspirer des évolutions structurelles en droit français ;
- l'idée d'une *loi expérimentale* est un non sens. Elle contredit de surcroît le principe d'égalité.

La NAR constate que le droit des collectivités territoriales à s'administrer librement est déjà inscrit dans la Constitution de la V^e République. Elle demande que soient pris en compte les acquis et recensés les inconvénients des réformes opérées depuis 1982.

Prendre en compte les acquis :

Le rôle dynamique assumé par la Région dans le développement économique, les transports, les établissements d'éducation secondaire et universitaire, la culture et l'aménagement du territoire.

La montée rapide de l'intercommunalité (73,2% des communes en 2001 contre 52,2% en 1999). Cette évolution de fond :

- pallie la faible dimension des communes françaises sans attenter à la légitimité communale, en leur permettant de fédérer objectifs et moyens de développement ;
- dessine, grâce aux communautés de communes, communautés urbaines et d'agglomération, les contours d'un nouvel échelon de proximité territoriale, intermédiaire entre commune et région, assurant la solidarité des villes et des campagnes.

Recenser les inconvénients :

Empilement coûteux de structures, redondantes, opaques pour le citoyen, retardant à la fois le développement local et l'action de l'État.

Tropisme centrifuge des régions, enclines à échapper au cadre national pour se projeter dans une « Europe des régions ».

Tentation d'autocratie et de clientélisme des notables et des bureaucrates, au profit des oligarchies locales.

Écarts croissants entre départements et régions riches et pauvres, perceptibles dans les budgets sociaux.

Réformer hardiment la décentralisation et développer une politique nationale d'aménagement du territoire :

Réduire le nombre de niveaux administratifs, clarifier leurs compétences, définir les partages de pouvoir entre les collectivités, et avec l'État, notamment par la planification négociée et l'exécution rigoureuse des « contrats de plan ».

Pratiquer la péréquation des ressources entre les régions fondée, non sur une équité circonstancielle et modulable, mais sur le critère d'égalité de traitement du citoyen.

Procéder à des rééquilibrages structurels par une politique nationale d'aménagement du territoire à l'encontre des nouvelles orientations ultra-libérales de la Datar.

La NAR met en garde contre trois dangers :

- farder d'*expérimentation* et de *subsidiarité* des manœuvres de désengagement financier, démantèlement patrimonial et démission politique de l'État, qui se traduisent déjà en 2002 par une fiscalité locale en hausse ;

- entrer dans la surenchère des collectivités territoriales, quand elles veulent étendre leurs prérogatives jusqu'à l'absurde – certains Conseils généraux réclamant la départementalisation des personnels de l'Éducation nationale, des routes nationales, des hôpitaux, du classement des monuments historiques, des bibliothèques, etc ;

- opérer l'amalgame entre la décentralisation et les statuts particuliers des territoires français, dont l'histoire ou la situation justifie une législation dérogatoire, sans enfreindre pour autant les principes républicains.

Pour une sécurité sociale universelle

Le système de protection sociale français, mis en place à partir de 1945, vise à couvrir les citoyens contre les risques liés à la maladie, à la vieillesse, aux accidents du travail, au chômage et à garantir les revenus des familles. Répondant à un triple objectif (social, économique et politique), ce système a contribué à réduire les inégalités, à préserver la santé, à diminuer le taux de mortalité infantile, à prolonger la vie humaine et à améliorer le niveau de vie.

Avec la crise économique du milieu des années 1970, commencent à se creuser les déficits de la sécurité sociale. C'est tout le système fondé sur les cotisations des salariés et de leurs employeurs, géré paritaire, qui entre en crise. De 1975 (date du premier plan de redressement) au début des années 1990, les partenaires sociaux et les différents gouvernements procèdent à des augmentations régulières des cotisations et à des diminutions des prestations.

Dans les années 1990, on assiste à un changement de stratégie de la part du gouvernement : au lieu d'augmenter les cotisations, qui pèsent sur la compétitivité des entreprises, on crée une contribution sociale généralisée (CSG) qui introduit une fiscalisation du financement de la protection sociale.

Aujourd'hui, avec l'arrivée à l'âge de la retraite des générations du baby-boom, la persistance du chômage, la modification des conditions de vie et de travail, l'assurance maladie et l'assurance chômage affichent des déficits chroniques ; l'assurance vieillesse est encore excédentaire, mais qu'en sera-t-il à partir de 2005 ?

Le Medef, avec la complicité de la CFDT, profite de cette situation pour remettre en cause le principe de solidarité nationale institué à la

Libération, et tenter de mettre en œuvre sa « refondation sociale » (retraite par capitalisation, privatisation de l'assurance maladie...)

A l'heure où le gouvernement, directement influencé par le Medef, prépare sa réforme de l'assurance vieillesse et où s'ouvre celle de l'assurance maladie, la Nouvelle Action royaliste :

- réaffirme que la protection sociale suppose une politique économique visant le plein emploi et favorisant la croissance par l'augmentation des salaires ;

- souligne son attachement à la retraite par répartition (contre la retraite par capitalisation) et s'oppose à toute privatisation de l'assurance maladie ;

- se prononce pour le maintien de la gestion paritaire du système de protection sociale, mais rappelle toutefois la nécessité de la réformer ;

- refuse d'entrer dans une logique strictement comptable qui consisterait à allonger la durée de cotisation, à augmenter ces cotisations et à diminuer les prestations, sans chercher d'autres voies (élargissement de l'assiette des cotisations, CSG rénovée...);

- souhaite la mise en place d'un système de sécurité sociale universelle englobant la maladie, la vieillesse, l'assurance chômage, les risques professionnels, les prestations familiales et la formation durant la vie active ;

- précise que ce système qui nécessitera une combinaison de différentes sources de financement, devra assurer à tous, dès 18 ans, une égalité de traitement (obligation de cotisation, droit aux prestations) que l'on soit en activité ou non.

Les griffes des humanistes

Après la première nuit de bombardements sur Bagdad, le 21 mars, un général américain déclarait lors d'une conférence de presse que les projectiles étaient réglés avec un grand souci d'humanité. Je ne mets pas en doute la sincérité de ce militaire qui cherche à effrayer, pas à tuer - comme beaucoup de meurtriers. Et je récusé d'emblée les réactions indignées que ces propos humanistes pourraient provoquer chez ceux qui parquent en tête des manifestations contre la guerre en Irak.

Les dirigeants roses, verts et rouge très clair ont oublié qu'ils avaient approuvé la « guerre morale » menée par le gouvernement Jospin contre la Yougoslavie, et ces autres bombes humanistes qui ont tué ou blessé, là-bas, des milliers de citoyens innocents. La démocratie est née de cette douloureuse épreuve ? L'assassinat du Premier ministre serbe, le 12 mars, souligne la puissance du crime organisé dans un pays abandonné par la gauche à son sort tragique.

Les indépendantistes tchéco-tchèques, les militants des partis kurdes et les démocrates irakiens savent ce qui les attend, s'ils parviennent à leur fins : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes proclamé par les grandes consciences parisiennes s'accompagne de leur droit à oublier les causes humanitaires dont elles se sont servies. Les habitants du Kosovo sont aujourd'hui les victimes de ce travers fort répandu. On n'échappe aux « griffes des humanistes » (1) que pour tomber sous la coupe des milices et des mafieux.

Est-ce jouer au juge ? Non pas. J'ai, nous avons, nos préférences, nos partis pris et nous sommes coupables de trop de négligences. Souligner l'hypocrisie de certains engagements, c'est, pour nous, une manière d'insister sur la nécessité d'une nouvelle hiérarchie des urgences, établie selon la raison politique et non plus en fonction des préférences personnelles, des emballements médiatiques et de naïves pétitions de principes.



Être « contre la guerre » ne signifie rien si ce sentiment pacifique - le nôtre - ne se traduit pas par la demande pressante d'augmentation des crédits militaires afin que notre capacité de dissuasion nucléaire soit développée. Le désir d'amitié entre les peuples restera insatisfait s'il n'y a pas mise en œuvre d'une coopération entre les nations et de systèmes d'aide au développement fondés sur des principes reconnus par traités.

Pour les royalistes et les gaullistes, ce sont là des banalités. Mais elles incitent à une remise en ordre que les libéraux et les libertaires rejettent totalement :

Il faut développer et renforcer l'État, afin qu'il puisse mettre en

œuvre le projet politique de la nation. Ce qui exige plus de moyens, plus de dépenses d'investissement, plus d'enseignants, plus de diplomates... Or les gouvernements de gauche et de droite s'ingénient à réduire les fonctionnaires et à détruire notre administration publique, sous prétexte de rigueur budgétaire.

Il faut une politique extérieure digne de ce nom, qui suppose la puissance militaire et l'augmentation de nos crédits de coopération culturelle, scientifique, sanitaire... L'État ne fait pas de sentiment. Il a une politique mondiale conduite en fonction de ses choix et selon les nécessités. Ce qui permet aux simples citoyens d'agir à l'étranger selon leurs affinités sans qu'on puisse leur en faire reproche. L'action humanitaire cesse alors d'être la compensation partielle et partielle d'une carence politique pour devenir le souci authentique de ceux qui souffrent, *hic et nunc*. Or nous ne sommes pas encore sûrs que le chef de notre diplomatie puisse mettre en cohérence l'ensemble des initiatives françaises.

Il faut une politique économique, industrielle et financière, conçue comme condition de l'action de l'État en France et du rôle de la France à l'extérieur. Cela implique le contrôle du crédit, la nationalisation des secteurs stratégiques, la planification indicative, afin que les énergies servent à la réalisation des objectifs communs - le bien-vivre pour nos concitoyens, notre contribution au développement pour tous les hommes. Or nous constatons que le gouvernement reste enfermé dans l'ultra-libéralisme qui le prive de nos capacités de réagir et d'agir.

Le général de Gaulle savait mettre en cohérence les moyens et les fins. Qu'on s'en inspire !

Bertrand RENOUVIN

(1) Stanko Cerovic, *Dans les griffes des humanistes*, Climats, 2001.